Niveau(x) d'enseignement: 5 Numéro EDUQ : 8170619
Centre d'intérêt: 42

Dunnigan, Lise, 1951-.

L'orientation des filles en milieu scolaire : résultats d'un sondage effectué en automne 1976 auprès des conseillers d'orientation et spécialistes de l'information scolaire et professionnelle de la province de Québec / Lise Dunnigan. -- [Québec] : Conseil du statut de la femme, 1977.
37 f. : graph. ; 28 cm.

Bibliographie: f. 37.

Cote Dewey: 371.404/D924o Cote LC: LB/1027.5

Descripteur(s): *Femme *Droits de la femme *Sexisme *Orientation scolaire *Orientation professionnelle *Formation professionnelle *Conseiller d'orientation *Secondaire (Niveau) *Collégial (Niveau)

Dans le cadre d'un projet visant à identifier les facteurs du sexisme en jeu dans le processus d'orientation scolaire et professionnelle, une tentative de consultation auprès de l'ensemble des professionnels oeuvrant dans ce domaine a été effectuée. Il s'agissait de connaître leur degré de sensibilisation à ce problème, leur propre perception des causes premières et leur niveau d'engagement face aux changements à amener.

Un questionnaire a été envoyé par la poste, à l'automne 1976, aux spécialistes de l'information figurant sur la liste des CRISEP et aux membres de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation. Au total, 325 personnes sur les 1155 oeuvrant en milieu scolaire ont accepté de remplir le questionnaire. Les réponses à chacune des 17 questions sont examinées séparément.

Une synthèse des résultats de l'enquête est présentée pp. 30-33. Mentionnons que huit personnes interrogées sur dix reconnaissent l'existence d'un problème dans l'orientation des filles en termes d'utilisation des ressources humaines ou de développement des individus. De plus, sept sur dix croient qu'ils ont un rôle à jouer à cet égard en tant que professionnels. La majorité d'entre eux sentent l'utilité d'une animation auprès des étudiantes concernant la signification du travail dans le contexte actuel et seraient prêts à participer à une initiative en ce sens.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8170619

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

L'ORIENTATION DES FILLES EN MILIEU SCOLAIRE

NOVEMBRE 1977

E D U Q 8170619

L'ORIENTATION DES FILLES EN MILIEU SCOLAIRE

Résultats d'un sondage effectué en automne 1976 auprès des conseillers d'orientation et spécialistes de l'information scolaire et professionnelle de la province de Québec.

Lise Dunnigan
CSF-Recherche

Le 10 novembre 1977

Remerciements

Le CSF désire remercier chaleureusement les membres du groupe de travail qui ont collaboré à toutes les étapes de ce projet. Monsieur André De Rive c.o. alors responsable de l'information scolaire et professionnelle à la C.E.C.M., monsieur Gérard Desautels c.o. du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, et madame Marie-Andrée Fortin c.o. à la Commission scolaire régionale Orléans.

Nous voulons également remercier tous les professionnels de l'orientation et de l'information qui ont bien voulu répondre à notre invitation.

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	1
Première partie: les répondants	
-taux de réponse	3
-occupation	3
-sexe	4
-lieu de travail	4
-milieu socio-économique des étudiants	5
-sexe de leur clientèle	5
-conclusion	5
Deuxième partie: les réponses	
-questions 6 et 7: mixité ou ségrégation des activités d'information	6
-question 8: inventaires d'intérêts	9
-question 9: documents d'information	11
-question 10: perspectives de travail chez les étudiantes	12
-question 11: poursuite des études	17
-question 12: choix d'une spécialité	21
-question 13: ampleur du problème	23
-question 14: rôle des professionnels	24
-questions 15 et 16: intérêt envers un programme d'animation	27
-question 17: expériences passées	28
-Synthèse et discussion des résultats	30
Conclusion	34
Suggestions	36
Bibliographie	37

INTRODUCTION

Ce document marque l'aboutissement d'une première étape pour le groupe de travail en orientation formé au mois d'avril 1976, à l'initiative du Conseil du statut de la femme. Il vient s'ajouter aux autres dossiers déjà ouverts au CSF dans le secteur de l'éducation.

Ainsi, en septembre 1975, le CSF a d'abord publié une étude des images de l'homme et de la femme que transmettent les manuels scolaires québécois. (1) Au printemps suivant, parut une brochure (2) soulignant les aspects du système scolaire qui peuvent refléter et reproduire l'inégalité sociale entre les hommes et les femmes (attitudes des éducateurs, manuels scolaires, services d'information et d'orientation..). En mars 1977, le CSF présentait au gouvernement un mémoire (3) sur les problèmes auxquels les femmes se heurtent face à l'enseignement post-obligatoire, en termes de choix, de programmes, d'évaluation, d'orientation, d'aide financière, d'horaires et de services de garde.

La question du sexisme en éducation recoupe, comme on le voit, de très nombreux champs d'intervention. Quant à lui, le problème de l'orientation des filles ressort à prime abord par les statistiques sur la clientèle scolaire des niveaux secondaire, collégial et universitaire (voir questions 11 et 12) qui montrent combien les femmes sont encore restreintes, à la fois au plan de la durée de leurs études et au plan de leurs choix de concentration.

Il a semblé utile au CSF de constituer un groupe de travail afin d'amener les milieux concernés à mieux connaître cette situation et à développer des moyens d'action appropriés. Les membres du groupe, soit un représentant du ministère du Travail, un conseiller d'orientation, un responsable de l'information scolaire et professionnelle ainsi qu'un agent de recherche et un membre du CSF, reçurent le mandat suivant:

---

(1) "Analyse des stéréotypes masculins et féminins dans les manuels scolaires au Québec", Editeur officiel du Québec.

(2) "L'école sexiste, c'est quoi?", publication gratuite, CSF

(3) "L'accès à l'éducation pour les femmes du Québec",publication gratuite, CSF

> "Identifier les facteurs de sexisme en jeu dans le processus d'orientation scolaire et professionnelle, et mettre en marche une action commune des organismes concernés afin de s'attaquer à ce problème, à commencer par la sensibilisation du milieu (parents, étudiants et professionnels de l'orientation et de l'information scolaire et professionnelle)".

Plusieurs facteurs de discrimination ont été soit suggérés par des études antérieures, soit posés comme hypothèses découlant de l'expérience des membres du groupe, facteurs tels que la présentation des documents d'information, la structure des inventaires d'intérêts professionnels, les préjugés existant chez certains professionnels de l'orientation, et souvent chez les étudiantes elles-mêmes ou leurs parents.

Comme première démarche, il fut résolu de consulter l'ensemble des professionnels oeuvrant dans ce domaine au Québec afin de connaître leur degré de sensibilisation à ce problème, leur propre perception des causes premières, et leur niveau d'engagement face aux changements à amener. Nous espérions du même coup, en leur soumettant le problème, provoquer des interrogations chez ceux que la question n'aurait pas encore préoccupés.

Nous vous faisons part, dans les pages qui suivent, des réponses qui nous sont parvenues et de quelques-uns des nombreux commentaires qui les accompagnaient.

Les interprétations que nous en faisons peuvent être discutées, et nous souhaitons qu'elles le soient, au cours de journées d'étude ou autres rencontres avec le plus grand nombre possible de professionnels intéressés; notre souci premier n'est pas de dresser des accusations mais bien d'éclaircir une problématique par l'information, l'échange et la recherche de solutions.

C'est aussi en prévision de telles rencontres que nous vous suggérons en dernière partie quelques manières concrètes de poursuivre votre propre démarche vers une réponse adéquate aux nouveaux besoins des filles en orientation. Peut-être en aurez-vous d'autres à proposer dans votre milieu.

PREMIERE PARTIE: LES REPONDANTS

Taux de réponse

Le questionnaire fut distribué par courrier aux 355 spécialistes de l'information figurant sur la liste des CRISEP (Comités régionaux d'information scolaire et professionnelle). Il fut également adressé aux quelques 1300 membres de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation de la province de Québec, bien que visant surtout les 800 d'entre eux qui pratiquent en milieu scolaire.

Sur une possibilité d'environ 1155 en milieu scolaire, nous avons reçu 325 questionnaires, ce qui constitue un taux de réponse de 28.1%.

QUESTION 1 OCCUPATION

Les répondants se distribuent comme suit selon leur occupation:

		%
conseiller d'orientation	245	75.4
spécialiste en information scolaire et professionnelle	75	23.1
autre	5	1.5
	325	100.0

Chez les conseillers d'orientation (que nous désignerons parfois par l'abréviation c.o.), le taux de réponse est donc de 31.3% et de 21.1% chez les spécialistes en information (que nous désignerons parfois par l'abréviation s.i.). Le pourcentage plus faible chez ces derniers peut s'expliquer en bonne partie par le fait que, suite à des circonstances incontrôlables, les questionnaires ne leur sont parvenus que le jour même indiqué comme date limite pour le retour des réponses. Nous sommes d'ailleurs reconnaissants à tous ceux qui ont passé outre cette indication et répondu quand même au questionnaire.

Notons que les 5 répondants de la catégorie "autre" sont des c.o. occupant un poste d'enseignement ou d'administration.

QUESTION 2 SEXE

Les répondants se distribuent comme suit selon leur sexe:

		%
masculin	235	72.3
féminin	90	27.7
	325	100.0

Sur les 318 femmes (121 s.i. et 197 c.o.) à qui s'adressait le questionnaire, 28.3% ont répondu tandis que sur 837 hommes (234 s.i. et 603 c.o.) 28.1% ont fait de même.

QUESTION 3 LIEU DE TRAVAIL

Les répondants se distribuent comme suit selon leur milieu de travail:

		%
secondaire	275	84.6
CEGEP	21	6.5
autre	29	8.9
	325	100.0

Le petit nombre de répondants travaillant dans les CEGEPS semble correspondre assez bien à la distribution réelle.

Ceux qui ont répondu "autre" travaillent au niveau élémentaire, dans un service d'éducation des adultes, à l'université, auprès d'handicapés, etc.

NOMBRE D'ELEVES DANS L'INSTITUTION

Les répondants pratiquent dans des établissements qui se répartissent dans les ordres de grandeur suivants:

		%
moins de 500	13	4.0
500 à 999	53	16.3
1000 à 1499	82	25.2
1500 à 1999	53	16.3
2000 ou plus	77	23.7
sans réponse	46	14.2
	325	100.0

Les deux-tiers environ se rattachent donc à des établissements de plus de 1000 élèves.

QUESTION 4 MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE DES ETUDIANTS

Les répondants se répartissent comme suit selon le milieu d'où proviennent surtout les élèves de leur institution:

		%
rural	78	24.0
urbain ouvrier	132	40.6
urbain moyen ou aisé	63	19.4
milieux divers	23	7.1
sans réponse	29	8.9
	325	100.0

Près des deux-tiers travaillent en milieu urbain, majoritairement ouvrier.

QUESTION 5 SEXE DE LEUR CLIENTELE

Selon le sexe des étudiants qu'ils rencontrent, les répondants se répartissent comme suit:

		%
surtout des garçons	11	3.4
surtout des filles	41	12.6
les deux également	244	75.1
sans réponse	29	8.9
	325	100.0

La plupart rencontrent autant de filles que de garçons comme on pouvait s'y attendre puisque la plupart des institutions secondaires et collégiales sont mixtes.

Ceux qui rencontrent surtout des filles, bien que minoritaires par rapport à l'ensemble, ont répondu en plus grand nombre que ceux qui travaillent surtout avec des garçons, ce qui est aussi normal étant donné le thème du sondage. Notons que sur 41 répondants dans ce cas, 24 sont de sexe masculin.

CONCLUSION

Cet échantillon peut être considéré assez important pour nous donner un portrait de ce que pense l'ensemble des conseillers d'orientation et spécialistes en information scolaire et professionnelle à travers la province.

Sa composition en termes de sexe, de milieu de travail et de clientèle atteinte, correspond également aux caractéristiques du groupe visé.

Cependant, comme nos répondants n'ont pas été choisis au hasard mais se sont volontairement astreints à remplir ce questionnaire, il constituent possiblement un échantillon plus sensibilisé ou plus motivé que l'ensemble, à l'égard de l'orientation des filles. Il s'y trouve malgré tout, comme nous le verrons plus loin, un éventail d'opinions allant des plus engagées aux plus anti-féministes.

DEUXIEME PARTIE: LES REPONSES

MIXITE OU SEGREGATION DES ACTIVITES D'INFORMATION

Les questions 6 et 7 du sondage tendent à vérifier une des hypothèses formulées par le groupe de travail pour expliquer la concentration persistante des filles dans les programmes traditionnellement féminins à savoir qu'aux périodes d'information données dans des classes non-mixtes les secteurs dits masculins peuvent recevoir moins d'attention dans les groupes de filles (et vice versa).

QUESTION 6 DANS VOTRE MILIEU, LES PERIODES D'INFORMATION OBLIGATOIRES SONT:

		%
mixtes	194	59.7
séparées par sexe	84	25.9
sans réponse	47	14.5
	325	100.0

DANS LE DEUXIEME CAS, LE CONTENU EST-IL LE MEME?

		%
oui	47	56.0
non	24	28.6
sans réponse	13	15.5
	84	100.0

Parmi ceux qui ont répondu à la première partie de la question, environ un tiers (30.2%)indiquent que les périodes d'information se donnent séparément aux garçons et aux filles dans leur milieu.

A l'intérieur de ce nombre, encore un tiers (33.8%) de ceux qui ont répondu à la seconde partie de la question déclarent que le contenu de l'information diffère dans les deux groupes.

En se basant ainsi uniquement sur les réponses complètes, on voit que 9.4% des répondants travaillent dans un milieu où les filles et les garçons reçoivent des contenus différents aux périodes d'information scolaire et professionnelle.

QUESTION 7 FAVORISEZ-VOUS CE PROCEDE? POURQUOI?

Distribution chez ceux qui ont rapporté des groupes mixtes:

		%
oui	169	87.1
non	6	3.1
sans réponse	19	9.8
	194	100.0

Distribution chez ceux qui ont rapporté des groupes séparés par sexe:

		%
oui	40	47.6
non	32	38.1
sans réponse	12	14.3
	84	100.0

On peut voir dans ces chiffres que les 4/5 des opinions exprimées favorisent l'information en groupes mixtes. Cette proportion est légèrement plus grande chez les c.o. (85%) que chez les s.i. (71%). Les répondants apportent plusieurs raisons à cette préférence:

"C'est essentiel. Filles et garçons doivent pouvoir envisager les mêmes possibilités professionnelles".

"Oui, étant donné la plus grande accessibilité à la plupart des professions pour les deux sexes."

"Je trouve aberrant de séparer les activités en "masculines et féminines".

"Ca favorise la confrontation et l'évolution des idées."

"Pourquoi non?"

"Les échanges sont plus fructueux et plus motivants."

"Je préfère les groupes mixtes pour des échanges plus réalistes."

Pour certains, il s'agit donc d'éviter la discrimination et d'encourager une remise en question des stéréotypes traditionnels à l'égard des occupations. D'autres pensent simplement qu'il n'y a pas de raisons de séparer les filles et les garçons durant ces périodes alors qu'ils sont ensemble le reste du temps.

Chez ceux qui observent ou qui pratiquent la formule des groupes séparés, un fort pourcentage se dit en désaccord avec ce procédé pour des raisons semblables. Mais d'autres éléments s'ajoutent:

"Je serais favorable au mixage, mais on nous place sur la grille avec les cours de religion. Je suis déjà intervenu pour le mixage et la direction a refusé sous prétexte administratif."

"Nous souhaiterions les groupes mixtes, mais en Secondaire IV les groupes d'information professionnelle sont jumelés à ceux d'éducation physique et, dans cette discipline, on préconise des cours différents selon le sexe."

Par contre, près de la moitié d'entre eux voient des avantages à ce procédé:

"Quand les étudiants sont regroupés par affinité (sic), on peut mieux répondre à des besoins spécifiques d'information."

"Les filles ne désirent pas trop entendre parler de mécanique."

"J'aime avoir des groupes homogènes sur le plan psychologique pour discuter."

"Il y a des films, montages ou métiers qui n'intéressent qu'un seul sexe. Donc, pour éviter d'ennuyer 35 élèves sur 36...".

"Situation de fait: peut-on parler de sténo et esthétique aux garçons? de soudure et de machine shop aux filles?".

Pour eux, la formule séparée évite donc une perte de temps, à la fois à l'éducateur et aux étudiants parce qu'on explore moins longuement, ou encore pas du tout, les possibilités auxquelles ils ne s'intéressent pas déjà ou qui ne "conviennent"pas.

Notons qu'il n'y a pas de différence significative sur cette question entre les s.i. et les c.o., non plus qu'entre les répondants masculins et féminins.

En fonction de notre hypothèse de départ, on doit donc conclure que la séparation des garçons et des filles se présente assez peu en information scolaire et professionnelle, et n'entraîne une différenciation du contenu que dans une minorité de cas.

De plus, les raisons invoquées à l'appui d'une telle différenciation semblent plus souvent liées à la force des habitudes qu'à une démarche éducative précise. En effet l'argument principal, celui des besoins spécifiques, ne prévoit pas une étape d'identification de ces besoins en fonction du contexte de vie actuel et futur. Le regroupement par "affinités" s'organise bien vite à partir du sexe des étudiants, sans permettre à chacun une exploration préalable de tous les secteurs de travail.

QUESTION 8 INVENTAIRES D'INTERETS PROFESSIONNELS

"UTILISEZ-VOUS LES INVENTAIRES D'INTERETS SUIVANTS?"

Kuder

		%
rarement ou jamais	81	33.06
plus ou moins souvent	73	29.80
dans la plupart des cas	84	34.29
sans réponse	7	2.86
	245	100.00

Strong (S.V.I.B.)

		%
rarement ou jamais	166	67.76
plus ou moins souvent	55	22.45
dans la plupart des cas	17	6.94
sans réponse	7	2.86
	245	100.00

Strong-Campbell

		%
rarement ou jamais	169	68.98
plus ou moins souvent	40	16.33
dans la plupart des cas	29	11.84
sans réponse	7	2.86
	245	100.00

Les chiffres ci-dessus correspondent aux réponses des c.o. qui seuls peuvent utiliser de tels instruments. Nous avons mentionné ces trois inventaires à cause de leur notoriété d'une part, et surtout à cause des polémiques qu'ils ont soulevées dans certains milieux en rapport avec le principe d'égalité des chances en éducation.

Le Strong, dans son ancienne présentation (S.V.I.B.) était cette année-là à peu près aussi utilisé que dans la version révisée. La seconde, élaborée à la demande de l'American Personnel & Guidance Association, a éliminé en partie le biais que comportait l'ancienne formule en regard du sexe du candidat, en fournissant deux types de résultats, les uns comparés à une population mixte, les autres comparés à une population du même sexe uniquement. Cependant la correction de ce test demeure impossible à obtenir sans identification du sexe du sujet, et fournit encore des renseignements différents sur cette base.

Le Kuder est, des trois instruments mentionnés, le seul qui soit utilisé largement par un certain nombre de professionnels, soit 34%. Il existe aussi en versions différentes, dont l'une fournit deux profils (garçons-filles) et une autre, plus récente, un profil unique pour les deux sexes.

Un autre inventaire souvent mentionné par les répondants est celui du MEQ, qui se présente en deux questionnaires différents. Selon les auteurs, "ceci est dû au fait que, d'une part, la famille d'intérêts techniques ne convenait pas aux filles de façon générale et que, d'autre part, certains items d'autres familles ne pouvaient s'adresser de la même façon aux deux sexes".

Un de ces points consiste pour les filles à choisir entre "épouser un écrivain, un musicien ou un travailleur social". On peut se demander pourquoi cette question n'est pas posée aux garçons, ou même pourquoi elle est posée tout court. Cela encore, bien que révélateur, n'est qu'un détail. Le fait que les filles ne reçoivent aucune cote sur l'échelle technique constitue par contre une forme réelle de discrimination.

Mais jusqu'où doit-on aller pour s'assurer d'évaluer équitablement tous les élèves?

En un sens, les profils séparés peuvent favoriser les filles dans leur classement percentile en regard des secteurs dits "masculins".

Cette question demanderait une étude plus approfondie, et revêt une importance non négligeable étant donné l'usage encore assez courant de ce type d'instrument. En effet, sur 245 c.o. environ 58% affirment utiliser "dans la plupart des cas" l'un ou l'autre des trois tests mentionnés. Quant à l'inventaire du MEQ, il aurait été administré à plus de 20,000 étudiants au cours de 1976.

QUESTION 9 DOCUMENTS D'INFORMATION

"Y A-T-IL DES DOCUMENTS D'INFORMATION SCOLAIRE OU PROFESSIONNELLE QUE VOUS NE FOURNISSEZ NORMALEMENT QU'AUX FILLES (OU QU'AUX GARÇONS)?"

		%
oui	40	12.4
non	267	82.4
sans réponse	17	5.3
	324	100.0

L'hypothèse à l'origine de cette question supposait que les choix d'orientation des filles soient restreints par un accès limité à certains documents d'information. Les réponses laissent croire que de telles restrictions sont plutôt rares.

Ceux qui répondent par l'affirmative mentionnent entre autres coiffure esthétique, secrétariat, couture, alimentation, traduction, assistante dentaire, hôtesse de l'air, manucure, réceptionniste. Aux garçons on réserve parfois les sciences pures et appliquées et les techniques physiques. Quelques-uns ajoutent que ce sont les étudiants qui limitent leurs demandes à certains secteurs, même lorsqu'on leur en suggère d'autres.

Il faut reconnaître par ailleurs que plusieurs documents sont conçus de façon plus ou moins explicite en fonction d'un sexe en particulier.

Ainsi, sur 106 monographies produites par le ministère de l'Education, seulement quatre utilisent la forme masculin/féminin: commis-vendeur (euse), le (la) manucure, caissier(ère) et esthéticien(ne)! Dix-huit autres, bien que rédigées au masculin uniquement, indiquent au moins que cette occupation est également accessible aux hommes et aux femmes.

Le critère de force physique ne peut pas être mis en cause ici puisque l'occupation de "commis à l'expédition", qui exige de soulever des poids de 50 livres, est présentée comme accessible aux deux sexes, tandis que celles d'agent de voyage, réalisateur de télévision, correcteur d'épreuves, horloger, photographe, moniteur de ski, et même maquilleur, ne le sont pas.

Dans le cas d'autres documents, les illustrations qui ne représentent que des hommes, ou que des femmes, n'aident pas non plus les étudiants à passer par-dessus leurs préjugés.

QUESTION 10 PERSPECTIVES DE TRAVAIL CHEZ LES ETUDIANTES

Cette question a suscité de nombreux commentaires bien que plusieurs n'aient pas pu y répondre. Nous la posions au départ pour savoir si les c.o. et les s.i. partageaient notre impression que les adolescentes d'aujourd'hui, malgré leurs allures dégagées, s'attendent encore à utiliser leur formation pour peu de temps et à vivre ensuite sans problème le scénario de la Belle au bois dormant. C'est en tout cas ce que suggérait l'étude de Pauline Fahmy-Pomerleau* sur les aspirations prédominantes et les aspirations professionnelles d'adolescentes québécoises.

"L'aspiration au mariage et à la vie familiale se présente souvent sous une forme très traditionnelle et de plus elle laisse peu de place à l'émergence d'autres aspirations. La plupart envisagent allègrement de renoncer de façon définitive, ou pour un temps très long, à toute forme d'activité professionnelle après le mariage. Finalement, nous avons pu établir que la très grande majorité des interviewées avaient une connaissance presque nulle des problèmes touchant la condition féminine."

---

* Thèse non publiée

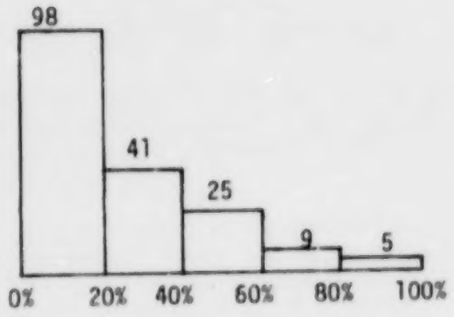
QUESTION 10 LES JEUNES FILLES QUE VOUS RENCONTREZ PREVOIENT-ELLES CESSER DE TRAVAILLER:

-au mariage définitivement
-au premier enfant définitivement
-temporairement pour élever leur(s) enfant(s)
-jamais hormis les périodes de grossesse

(Indiquer un pourcentage approximatif à partir de vos conversations avec elles).

Figure 1

Distribution des répondants selon le pourcentage de filles qui prévoient selon eux cesser de travailler définitivement au mariage.



(Répondants)

(Etudiantes)

Figure 2

Distribution des répondants selon le pourcentage de filles qui prévoient selon eux cesser de travailler définitivement au premier enfant.

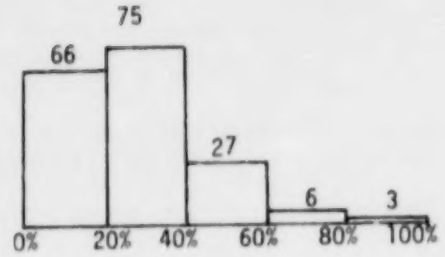


Figure 3

Distribution des répondants selon le pourcentage de filles qui prévoient selon eux cesser de travailler temporairement pour élever leur(s) enfant(s)

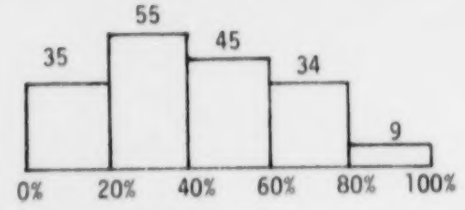
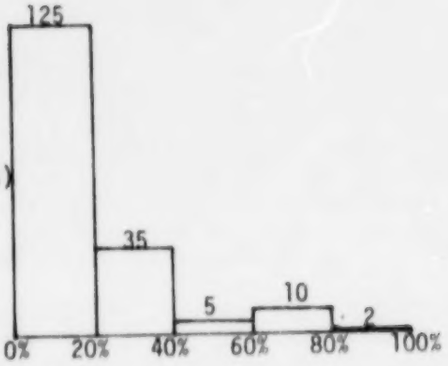


Figure 4

Distribution des répondants selon le pourcentage de filles qui prévoient selon eux ne jamais cesser de travailler ou seulement durant leur(s) grossesse(s)



D'après le plus grand nombre de répondants, moins de 20% des adolescentes prévoient cesser de travailler au mariage définitivement. Une grande majorité pensent aussi que peu de jeunes filles s'attendent à être sur le marché du travail pratiquement toute leur vie.

C'est l'incidence de la maternité sur les perspectives de travail qui divise le plus les opinions de nos répondants. Ainsi ils se partagent en nombre égal à savoir si quatre filles sur cinq ou seulement une fille sur cinq prévoit que son absence du marché du travail à cette occasion sera temporaire.

Au départ, de telles estimations sont naturellement très subjectives et ne peuvent pas fournir d'indications précises sur les attentes réelles des adolescentes. L'absence de consensus des réponses nous oblige à encore plus de prudence à ce sujet. Elles peuvent tout au plus suggérer l'hypothèse suivante, qui reste à vérifier:

1. La moitié peut-être des jeunes filles prévoient quitter le marché du travail pour élever un(des) enfant(s) et y revenir plus tard.

2. Environ un quart prévoit ne jamais y revenir après leur premier enfant.

3. Une proportion moins importante s'attend à ne travailler qu'en attendant le mariage.

4. Le plus petit nombre envisage d'occuper un emploi toute leur vie ou presque.

Si cette hypothèse était fondée, on pourrait dire que nos adolescentes ont une image peu réaliste de la vie adulte. En effet, la participation des femmes au marché du travail augmente régulièrement, y compris chez les mères d'enfants de moins de 15 ans. Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine du Canada prévoit que sur cinq jeunes filles actuellement aux études secondaires, quatre seront sur le marché du travail pour au moins trente années de leur vie adulte.

Il faut admettre que les adolescents traversent tous des périodes de rêve, de romantisme et d'illusions. Mais leurs rêves sont eux-mêmes conditionnés, orientés par les valeurs et par le contexte social dans lequel ils vivent. C'est à partir des images de femmes ou d'hommes que leur propose la société, que s'élabore leur cinéma intérieur.

Mais ce qui ressort en fait le plus nettement des réponses à cette question, c'est le taux considérable de non-réponse: 45%! D'ailleurs la dispersion importante des opinions que nous venons de discuter va dans le même sens: Nos répondants évaluent très difficilement les attentes des filles concernant leur participation au marché du travail, et ceci vaut également pour les professionnels des deux niveaux, le taux de non-réponse étant le même.

Les non-répondants s'expliquent très souvent en ces termes:

"Pas le temps de discuter avec personne. Horaire chargé au maximum".

"Sujet très rarement discuté en Secondaire IV et V".

"On ne pose pas la question à 15-16 ans."

"Je ne le sais pas et elles ne le savent pas trop elles-mêmes".

"Impossible de répondre, faute de données suffisantes".

"Cette question est très rarement discutée. Ca ne semble pas faire partie des préoccupations des filles et ça ne fait pas partie des miennes."

Il s'agit pourtant d'une question essentielle à aborder avec ces étudiantes qui doivent prendre des décisions quant à leur formation. Surtout si, comme on peut le supposer, la plupart ne sont pas averties des conditions de vie qui les attendent. On ne prend pas les mêmes chaussures pour sortir de temps en temps et courir le mille tous les matins.

Si comme certains le soutiennent une étudiante est trop jeune pour réfléchir à la place qu'une carrière peut prendre dans sa vie de femme, elle est aussi trop jeune pour faire des choix d'orientation souvent irréversibles, et effectivement plusieurs parents et éducateurs croient que les adolescents sont forcés de prendre ces décisions beaucoup trop tôt.

D'un autre côté, sans formuler de projets précis, sans même s'en préoccuper consciemment, il est incontestable que les enfants développent très tôt une représentation sommaire de leur rôle adulte. Dès 4 ou 5 ans, ils commencent à distinguer les métiers "d'hommes" et "de femmes". Ils répètent naivement ce que la télévision, les livres et les bandes dessinées enseignent, i.e. que les petits garçons deviennent des pompiers, des facteurs, des dentistes ou autre chose tandis que les petites filles deviennent simplement des "mamans".

Une étudiante ne peut développer aucune maturité vocationnelle sans confronter tous ces mythes que véhicule la mentalité traditionnelle, avec la réalité.

QUESTION 11 QUELLES SONT LES RAISONS MAJEURES QUI LES ORIENTENT VERS DES ETUDES PLUS COURTES EN MOYENNE QUE CELLES DES GARCONS?

(Indiquer par un chiffre leur ordre d'importance, selon votre expérience)

Nous proposions ici cinq choix de réponse. Voici le nombre de répondants qui ont indiqué chacune comme la plus importante des cinq:

			%
a)	Les parents s'objectent à ce qu'elles s'éloignent pour aller étudier dans un CEGEP ou une université.	53	16.3
b)	Les parents considèrent moins nécessaire d'investir financièrement dans les études des filles.	64	19.7
c)	Les adolescentes elles-mêmes considèrent moins utile une formation avancée parce qu'elles comptent se marier et vivre par le salaire du mari.	130	40.0
d)	Les adolescentes considèrent qu'une formation avancée peut être nuisible à la recherche d'un époux et à l'harmonie conjugale ultérieure.	5	1.5
e)	Les filles sont généralement moins douées pour des études exigeantes et prolongées	2	0.6
	sans réponse	71	21.8
		325	100.00

Ici encore les réponses nous renseignent sur l'opinion des professionnels interrogés uniquement.

Un bon nombre (40%) croient donc que les filles étudient moins longtemps surtout parce qu'elles ne comptent pas gagner leur vie elles-mêmes, ce qui correspond assez bien à la discussion de la question précédente. Un nombre à peu près égal (36%) considèrent l'opposition des parents comme l'obstacle premier.

Quoique plus faible, le nombre de non-répondants est aussi intéressant qu'à la question précédente. En effet, cette question a suscité plusieurs critiques, soit par le problème qu'elle posait, soit par les explications suggérées.

Ainsi, les commentaires suivants portaient sur l'énoncé lui-même:

"C'est votre avis au départ. On dirait que vous tenez à ce que ça soit plus court chez les filles".

"Question qui ne se pose pas".

"Celles que je reçois à mon bureau ne s'orientent pas nécessairement vers des études plus courtes".

"Dans mon milieu, il y a plus de filles dans les derniers niveaux de secondaire".

"Ce problème est très mal posé".

"Les filles, comme les garçons, aiment des cours qui conduisent vite en dehors de l'école".

"D'après les données les plus récentes du MEQ, il semble que les filles font des études de durée moyenne (Secondaire IV, CEGEP professionnel) et que les garçons sont plus aux extrêmes (abandon avant Secondaire V, université)".

Les Statistiques de 1975-1976 pour la province de Québec * indiquent les pourcentages féminins de clientèle scolaire comme suit:

---

* Clientèle scolaire des organismes d'enseignement 1975-1976, MEQ, et statistiques fédérales non publiées, couvrant toutes les universités québécoises sauf Concordia.

Pourcentage de la clientèle féminine parmi les étudiants en 75-76 au Québec

Niveau	Secteur général %	Secteur professionnel %	Total %	Population totale d'étudiants des deux sexes
Secondaire	49.8	47.1	49.3	581,909
Collégial	43.0	53.7	48.1	102,878
1er cycle univ.			40.1	54,318
2e cycle univ.			33.9	6,292
3e cycle univ.			27.6	1,849

Les femmes ne sont donc majoritaires à aucun niveau d'enseignement. A l'intérieur du CEGEP, elles dépassent les hommes de 3.7% au secteur professionnel, mais ceux-ci ont un avantage de 7.0% au général, ce qui fait qu'au bout de la ligne elles sont encore minoritaires à ce niveau.

Pour ce qui est des différences régionales, elles existent en effet à l'intérieur du secondaire professionnel: la proportion de filles y varie de 32.6% dans le Nord-Ouest, à 56.0% dans l'Outaouais. Par contre, elles sont rarement majoritaires au secondaire général ou alors très légèrement:

Saguenay - Lac St-Jean	52.0%
Bas St-Laurent - Gaspésie	51.5
Nord-Ouest Québécois	51.3
Cantons de l'Est	50.7

Cela ne signifie pas non plus qu'elles continueront leurs études plus longtemps, puisqu'au niveau collégial elles redeviennent minoritaires, dans toutes les régions sauf une.

Il est donc impossible de nier qu'au Québec, les filles terminent leurs études plus tôt en moyenne que les garçons. Ces données semblent malheureusement très peu connues de nos répondants.

On pourra avancer en contrepartie qu'il ne s'agit pas là d'un véritable problème étant donné la rentabilité douteuse des "grands" diplômes dans l'état actuel du marché du travail. Il n'y aurait donc pas de discrimination envers les femmes dans cette situation. Il nous faut donc préciser que le principe que nous défendons n'est pas celui de la valeur des études prolongées, mais bien celui de l'égalité des chances dans l'accès à la formation.

Les réponses que nous avions suggérées ont également suscité plusieurs remarques:

"Aucune de ces raisons. Les filles, comme les garçons s'orientent vers des études plus courtes à cause de leur hâte à finir leurs études."

"Une étudiante qui s'oriente vers des études plus courtes le fait pour des raisons tout à fait personnelles."

"Il y a d'autres hypothèses que celles-là, plus valables." (Le répondant n'a pas mentionné lesquelles).

"Plusieurs ont mentionné que c'est surtout parce qu'elles veulent finir les études au plus vite."

"Elles ont hâte de gagner de l'argent et de se procurer ce dont elles ont besoin ou envie."

"Les filles pensent qu'en faisant des études avancées, elles termineraient trop vieilles".

"Elles désirent gagner de l'argent, s'habiller, vivre!"

On sait en effet que la plupart des jeunes veulent sortir de l'école au plus vite et gagner de l'argent, mais pourquoi les filles plus que les garçons? Pourquoi l'âge qu'elles auront à la fin des études les découragerait-il plus que les garçons? Pourquoi auraient-elles plus de raisons "tout à fait personnelles" pour cesser d'étudier que n'en auraient les garçons? Les raisons qu'on avance ne jettent pas beaucoup de lumière sur le phènomène.

Notons que le dernier des choix proposés, "les filles sont généralement moins douées pour des études exigeantes et prolongées", a aussi soulevé quelques protestations. L'une des deux personnes qui l'ont classée comme raison principale a précisé que ce n'était pas son opinion, mais plutôt celle que les filles ont d'elles-mêmes. Nous pouvons donc laisser à l'autre le bénéfice du doute.

QUESTION 12 POUR QUELLES RAISONS MAJEURES LES FILLES CHOISISSENT-ELLES RAREMENT LES SPECIALITES TRADITIONNELLEMENT MASCULINES QUI LEUR SONT POURTANT ACCESSIBLES AUJOURD'HUI?

Voici le nombre de répondants qui considèrent comme la plus importante chacune des raisons suggérées:

			%
a)	elles reçoivent moins d'information sur ces occupations	13	4.0
b)	il y a peu de modèles féminins dans ces occupations auxquels elles pourraient s'identifier	108	33.2
c)	elles ne veulent pas étudier et travailler dans les milieux entièrement masculins	17	5.2
d)	elles craignent d'être l'objet de discrimination de la part des employeurs ou des autres travailleurs	25	7.7
e)	elles craignent d'être perçues comme moins féminines	16	4.9
f)	elles ne s'y intéressent pas à cause de leurs propres préjugés	103	31.7
	sans réponse	43	13.2
		325	100.0

Le problème majeur consiste en l'absence de modèles féminins selon un tiers des répondants, et en la présence de préjugés chez les adolescentes selon un autre tiers.

A notre grande surprise, le manque d'information sur ces spécialités a été identifié par les répondants comme le facteur le moins pertinent au problème. Peut-être ont-ils considéré plutôt l'information "offerte" ou "accessible". Mais ce qui est "reçu" ou "réellement assimilé" peut être incomplet, même lorsqu'une grande quantité d'information a été émise. Ainsi, lors de journées au cours desquelles les étudiants s'inscrivent librement à des ateliers ou conférences d'information sur différentes carrières, il arrive couramment que

certains thèmes n'attirent que des étudiants du même sexe. Cette attitude d'écarter du champ cognitif ce qui ne concorde pas avec un schème de référence établi peut aussi intervenir à l'intérieur des périodes d'information données en groupes mixtes. Par exemple certaines étudiantes recevront les explications relatives aux carrières scientifiques comme s'adressant aux garçons bien plus qu'à elles, surtout si le professeur dégage des attentes subliminales en ce sens.

Evidemment, ce manque de réceptivité des filles se traduit tout aussi bien par la réponse f) qui, on l'a vu, est appuyée par un grand nombre de répondants.

Ici encore, parmi les 13% de non-répondants, certains contestent l'énoncé du problème.

"Vous y tenez définitivement".

"Ici, ce n'est plus tellement vrai".

D'autres l'évacuent tout simplement ainsi:

"Elles n'ont pas la force physique exigée".

Pourtant, la polarisation par sexe des inscriptions aux différentes spécialités existe toujours au CEGEP comme à l'université, et n'a généralement rien à voir avec la capacité physique. En 1975-76, les proportions d'étudiants féminins s'y établissaient comme suit:

CEGEP professionnel	% de femmes
techniques biologiques	84.6 (1)
techniques physiques	7.4
techniques humaines	57.4 (2)
techniques administratives	54.3 (3)
arts	52.0

---

(1) Dont les 2/3 en techniques infirmières.

(2) Dont les 2/3 en éducation spécialisée, bibliotechnique et assistance sociale.

(3) Dont les 9/10 en techniques de finance, secrétariat et informatique.

CEGEP général

sciences de la santé	50.0
sciences pures et appliquées	15.2
sciences humaines	50.7
sciences de l'administration	18.9
arts et lettres	62.6

Dans les universités, on ne trouve encore que 4.3% de femmes parmi les étudiants en Génie, 21% en Commerce et 19% en Médecine dentaire, mais 70% en Education, 92% en Sciences infirmières, 68% en Service social.

Quelques répondants ont aussi rejeté les explications proposées mais comme à la question précédente, sans en avancer d'autres sauf dans un cas:

"Influence du milieu familial réprobateur et refus des cadres scolaires d'ouvrir les disciplines masculines aux filles. (au secondaire surtout)".

QUESTION 13 COMMENT EVALUEZ-VOUS LA PERTE EN RESSOURCES HUMAINES OCCASIONNEE PAR LE MANQUE D'INFORMATION ET L'INFLUENCE DES STEREOTYPES TRADITIONNELS SUR LES CHOIX D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES FILLES?

			%
a)	il y a là un réel gaspillage de nos ressources humaines, assez pour justifier des efforts sérieux en vue d'y remédier	178	54.9
b)	à l'échelle sociale, ce n'est pas un problème grave quantitativement mais il peut avoir des effets importants sur certaines au plan individuel	97	29.9
c)	il n'y a pas de perte importante, ni pour la société, ni pour les femmes individuellement puisqu'elles peuvent utiliser leur potentiel ailleurs comme épouses, mères de famille, travailleuses bénévoles, etc.	14	4.3
	sans réponse	35	10.8
		324	100.0

Notons que les pourcentages de non-réponse ou de réponses négatives aux questions 10, 11, 14. 16 et 17 dépassent, parfois largement, le pourcentage que nous obtenons ici, ce qui nous laisse croire qu'un certain nombre de répondants ont reconnu ici l'existence d'un problème, bien que n'en percevant pas les causes ou les implications précises.

On nous a reproché à quelques reprises d'avoir identifié le manque d'information comme un facteur de pertes en ressources humaines chez les filles: ceci nous ramène sans doute à la discussion de la question 12. D'autres soutiennent que le gaspillage n'est pas plus grave chez les filles que chez les garçons.

Dans l'ensemble cette question a quand même donné des résultats très encourageants.

QUESTION 14 ESTIMEZ-VOUS AVOIR UN ROLE A JOUER DANS CE CONTEXTE EN TANT QUE PROFESSIONNEL(LE)?

		%
oui	235	72.3
non	23	7.1
sans réponse	67	20.6
	325	100.0

Nous obtenons encore une majorité de réponses positives.

Elles sont légèrement plus nombreuses chez les spécialistes en information que chez les conseillers d'orientation, soit 78.7% et 71.0% respectivement.

C'est à cette question que nous avons reçu les commentaires les plus nombreux et les plus élaborés. En voici quelques-uns qui témoignent de la diversité d'opinions en présence:

"Oui, cependant il faut y aller progressivement pour ne pas brusquer nos étudiantes ou choquer leurs parents".

"Oui, et les occasions sont nombreuses où, dans une relation interpersonnelle, il faille stimuler les filles vers la poursuite des études quand elles ont tendance à se restreindre, à céder aux préjugés culturels de la tradition, à valoriser la vie amoureuse à un si haut point qu'elles en oublient le contexte actuel du pourcentage élevé d'échec du mariage."

"Certainement, quoiqu'on ait souvent l'impression de se battre contre des moulins à vent".

"Je ne suis pas féministe! J'essaie d'aider des filles et des garçons à être ou à demeurer heureux dans leur vie. Je les encourage dans leur choix quand celui-ci répond à leurs aspirations sans me poser de questions discriminatoires sur le plan sexuel."

"Je ne crois pas nécessaire dans mon travail d'ignorer ou d'aggraver les difficultés reliées au statut sexuel des étudiants. Je n'ai pas comme rôle de lutter pour modifier les rôles sexuels."

"Une des premières démarches est d'aider la fille à se développer une image positive d'elle-même comme individu et comme humain au-delà des différences de sexe."

"A chacun son rôle: l'un et l'autre doivent se compléter. Je suis sous l'impression qu'on dramatise trop. A vouloir égaliser les rôles de chacun, vous abrutissez la féminité et gaspillez la virilité. C'est vouloir niveler pour niveler. Serait-il une vengeance de la femme? Je ne le souhaite pas, car je l'admire et je l'aime."

"C'est officiel. On doit penser à être des agents de transformation au lieu d'être des agents d'intégration si on veut que la société et les gens qui l'habitent évoluent".

"I consider the education of women and their liberation from social and economic oppression an integral part of my professional duties, and although this is not considered part of my assigned work, I do feel free to "educate" in any way I can."

"Très certainement. Il s'agit là d'une situation très caractérisée où le professionnel de l'orientation doit favoriser, au niveau du développement vocationnel, l'identification à une nouvelle image féminine en pleine évolution et la perception réaliste d'importants changements sociologiques actuels et à venir."

"Travail au niveau des parents aussi et pas seulement au niveau des étudiantes. Ces dernières sont plus conservatrices qu'on pourrait le croire. Les valeurs familiales sont véhiculées à l'école. Mais l'absence d'exploration m'apparaît évidente. On se réfugie dans les choix du groupe."

"Je n'ai pas à changer les systèmes de valeurs véhiculées. Je peux en faire le reflet, mais je ne vois pas comment aller davantage sans dévier de ma profession de miroir du client. Or, je me rends compte assez souvent du sexisme essentiellement et obsédemment présent chez la femme elle-même, que je me vois mal devenir moi-même obsédé à ce qu'elles s'en sortent; c'est le monde à l'envers".

"Il y a déjà 6 ans que nous offrons les mêmes ateliers aux filles et aux garçons. Au début, ce fut sans résultat. Aujourd'hui, il y a un commencement d'acceptation. Il y a cependant des mentalités à changer chez les familles et chez les filles elles-mêmes."

"Sans aucun doute, mais il faut toujours tenir compte de la société qui recevra ces filles. Il faut un effort de tous et chacun pour améliorer cette situation."

"Nécessairement, mais la documentation du MEQ et des institutions scolaires et professionnelles ne nous aide pas dans ce domaine."

"Cette question est confuse."

"Oui, si je pense à élargir l'horizon des filles afin qu'elles soient plus éclairées face à une décision. Mais je ne tiens pas à influencer leur décision."

"Mon rôle consiste à favoriser une ouverture chez les étudiants face à leur occupation future. Ceci se fait au niveau masculin autant que féminin, sans discrimination. Je tente de contrer l'effet, l'influence du système sur eux et en n'acceptant pas de remarques, de réflexions préjudiciables à l'un ou l'autre sexe. Je tente d'éveiller chez eux une conscience de masse et non de sexe."

"Le gros problème se situe au niveau professionnel secondaire dans le choix pour une fille: la variété est très limitée".

"Je n'entends pas changer de programme ou d'attitude. Jamais je n'ai distingué ou fait de discrimination entre les garçons et les filles. Cependant, je crois que vous montez en épingle un faux problème. Je suis allé en Russie, à Moscou et à Lenningrad; j'ai vu les femmes travailler dans les rues à balayer, briser la glace. J'ai trouvé cela brutal, abominable. Je ne veux pas que de jeunes canadiennes subissent le même sort. Améliorer le statut de la femme n'est pas de les lancer dans des métiers traditionnellement tenus par des gars."

"Sûrement. Mais une goutte dans l'océan c'est peu. La mentalité de la famille et de l'école est très peu évoluée sur ce point."

"Oui. Surtout au niveau d'amener les étudiantes à prendre conscience de l'importance pour elles-mêmes d'être indépendantes financièrement et de faire un travail qu'elles aiment. Je considère très négatif pour la croissance personnelle d'un être humain l'attitude encore très forte aujourd'hui de désirer ou d'espérer s'en remettre à quelqu'un d'autre sur le plan financier et autres."

QUESTION 15 CROYEZ-VOUS QU'UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION A L'IMPORTANCE DU TRAVAIL RÉMUNÉRÉ CHEZ LES FEMMES, ET A LEUR CONDITION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE ACTUELLE SERAIT PROFITABLE A UN CERTAIN NOMBRE D'ÉTUDIANTES DE VOTRE MILIEU?

		%
oui	283	87.1
non	22	6.8
sans réponse	20	6.2
	325	100.0

QUESTION 16 SI UN TEL PROGRAMME ETAIT DISPONIBLE, EN CINQ SESSIONS D'UNE HEURE CHACUNE SOUS FORME DE JEUX ET DISCUSSIONS GUIDES EN GROUPE DE 10 A 15 ELEVES, SERIEZ-VOUS INTERESSE(E) A EN FAIRE L'EXPERIENCE?

		%
oui	261	80.6
non	43	13.3
sans réponse	20	6.2
	324	100.0

Quelques-uns ont répondu positivement à la première question et négativement à la seconde, soit parce qu'ils ne se considèrent pas impliqués en tant que professionnels dans une telle démarche, soit comme d'autres le soulignent, faute de temps disponible.

Nous observons ici un écart entre les deux types de professionnels consultés. A la question 15, les réponses positives s'élèvent à 93% chez les s.i. et à 85% chez les c.o. A la question 16, elles se situent à 89% chez les s.i. et à 77% chez les c.o. Ces différences sont assez normales étant donné le cadre de travail de chacun et il est même surprenant que tant de c.o. se disent prêts à expérimenter ce type d'intervention.

QUESTION 17 D'AUTRES EXPERIENCES DU GENRE ONT-ELLES ETE TENTEES DANS VOTRE MILIEU RELATIVEMENT AUX STEREOTYPES DANS L'ORIENTATION DES FILLES? SI OUI, POURRIEZ-VOUS LES DECRIRE ET LES EVALUER BRIEVEMENT.

		%
oui	60	18.6
non	162	50.2
sans réponse	101	31.3
	323	100.0

Il en ressort clairement qu'une préoccupation particulière pour les problèmes d'orientation des filles, si elle a existé, s'est rarement concrétisée au plan de l'action jusqu'ici. Le fort taux de non-réponse suggère une certaine méconnaissance des activités du milieu, ou bien quelques-uns ont préféré ne pas répondre plutôt que d'exprimer carrément une réponse négative.

Voici quelques descriptions d'expériences observées ou vécues par les répondants:

"Conférences et visites portant sur des emplois peu fréquemment exercés par les femmes (ingénieur forestier, électro-technicienne)."

"Groupes de discussion avec différentes clientèles scolaires lors de l'année de la femme. Les étudiants(es) ont répondu à un questionnaire et après il y a eu un échange sur les réponses qu'on avait compilées. La majorité des étudiants pensaient que si les enfants étaient mal éduqués aujourd'hui, c'est parce que leurs mères étaient au travail. Selon eux, c'est elle la grande responsable de l'éducation des enfants, etc..."

"Rencontres avec des femmes en emploi. Ces rencontres ont dissipé un peu les craintes face aux difficultés rencontrées au cours des études et sur le marché du travail, mais beaucoup d'étudiantes voient encore d'un mauvais oeil la femme qui confie l'éducation ou le soin de ses enfants à d'autres personnes."

"Tentatives de rencontre des parents de certaines étudiantes. Les succès ne furent pas foudroyants. Les femmes, paraît-il, se marient, ont des enfants, on leur paye des études pour rien..."

"Dans les programmes d'orientation de cette année, tous les étudiants de Secondaire III sans exception, garçons et filles, doivent visionner un diaporama et faire un travail sur chacun des secteurs du monde du travail: électrotechnique, alimentation, mécanique, services de santé, meuble et construction, etc... (14 en tout)".

"Rencontres avec des femmes en emploi. Ex: esthéticienne visagiste, mannequin, hôtesse de l'air, etc..."

"Groupes de discussion sur la femme au travail: statut, conditions de vie, importance, types d'emploi, leadership, etc. Les filles ont tendance à se déprécier face aux fonctions de cadre."

"Par les années passées, il m'est arrivé de faire des discussions sur la situation de la femme face au marché du travail en vue d'une prise de conscience. Résultat: dans l'immédiat "rien". A cause du milieu et surtout leur âge, ceci leur passe "5 pieds par-dessus la tête". A long terme, peut-être il y aura des résultats."

"Lorsque nous invitons des conférenciers, nous essayons de faire sauter la barrière "sexe". Ainsi, nous avons invité la femme et le mari, tous deux ingénieurs. Souvent, lors de rencontres avec des groupes de filles, je suscite une discussion sur des points. Il faut toutefois les provoquer pour susciter des réactions."

"Rencontres de groupe de discussion. Souvent, les préjugés féminins y ressortent. Je demande, par exemple, aux filles de se projeter 10 ans plus tard et de s'imaginer ce qu'elles font, leur situation sociale, etc. Le groupe permet aux filles de voir le point de vue des autres et d'élargir leurs horizons."

"J'ai déjà assisté ici et là à des expériences du genre très intéressantes. Conditions de succès: projets de longue haleine. Les projets-éclairs ne valent rien en ce domaine."

"Oui, sensibilisation aux problèmes féminins par les femmes féministes de l'UQUAM. Leur sensibilisation était aussi stéréotypée que votre questionnaire".

"A chaque année, nous faisons une visite de tous les ateliers professionnels de notre école tant pour les filles que pour les garçons: équipement motorisé, électrotechnique, ajustage mécanique, hydrothermie, construction, commerce, coiffure. Nous mettons l'accent sur l'accessibilité à tous ces métiers pour tous les jeunes, peu importe le sexe. J'aimerais qu'on arrête de "charrier" les c.o., sans savoir ce qu'ils font vraiment. Vérifions avant.

SYNTHESE ET DISCUSSION DES RESULTATS

Les éléments de réponse qui ressortent le plus clairement de ce qui précède peuvent se résumer ainsi:

Périodes d'information scolaire et professionnelle

Les périodes d'I.S.E.P. intégrées à l'horaire sont généralement mixtes, et la plupart des professionnels favorisent ce procédé. Lorsque ces périodes se donnent séparément aux filles et aux garçons, parfois à l'encontre des souhaits des responsables, ceux-ci affirment le plus souvent donner les mêmes contenus aux deux groupes. Seulement 9% des répondants ont dans leur milieu des classes d'I.S.E.P. séparées selon le sexe et offrant des contenus différents. Nous avions ici environ 15% de non-réponse.

Inventaires d'intérêts professionnels

Savoir si un inventaire d'intérêts professionnels est biaisé ou non à partir du sexe du candidat est une question parfois difficile à trancher. Lorsque les candidats masculins et féminins reçoivent des cotes touchant un éventail différent d'occupations ou de secteurs d'emploi, le biais est facile à constater. Par contre, l'établissement de leur profil par comparaison avec une population du même sexe ou avec une population mixte, obéit à des principes complexes et entraîne des effets divers.

Mais il est certain que les conseillers d'orientation en font encore un usage assez répandu pour justifier une analyse plus approfondie de cette question.

Documents d'information scolaire et professionnelle

Environ 1 répondant sur 8 affirme que certains documents d'information ne sont normalement fournis qu'aux étudiants d'un sexe en particulier. Dans certains cas, les étudiants se limitent d'eux-mêmes aux champs d'intérêt traditionnels pour leur sexe.

Il ne s'agit donc pas d'un facteur quantitativement très lourd dans notre problématique, mais il vaut sûrement la peine de s'y attarder un peu car les changements possibles au niveau de la présentation de ces documents ne comportent aucune difficulté. Ainsi sur la plupart des monographies il serait très simple d'indiquer un peu comme dans les offres d'emploi, "Ce secteur est également accessible aux hommes et aux femmes", et de représenter les deux sexes dans les photos et les illustrations. Ceci ne contrarie aucunement la responsabilité qu'ont les professionnels d'informer leurs étudiantes des difficultés réelles qu'elles peuvent rencontrer en tant que femmes dans certains domaines.

Attentes et motivations des adolescentes

Les questions 10, 11 et 12 dans lesquelles les répondants devaient faire référence aux attentes et aux motivations des adolescentes en regard du travail et de la formation, se sont révélées très délicates à plusieurs points de vue.

Tout d'abord la question 10 portant sur les perspectives de travail des adolescentes représentait une véritable inconnue pour au moins 45% des répondants. Les autres ont souvent exprimé de grandes difficultés à formuler leurs réponses, et nous n'avons pas pu en dégager un consensus très net.

Les répondants invoquent eux-mêmes deux raisons à cet état de choses. La première est tout simplement qu'un tel sujet ne fait pas partie des échanges courants qu'ils ont avec les étudiantes. Ils n'en voient pas l'intérêt ou n'en ont pas le temps. La seconde est que ces étudiantes seraient trop jeunes pour y réfléchir.

Devant ces réponses, nous voulons souligner les faits suivants:

1. Ces étudiantes ont déjà développé une image, consciente ou non, du rôle des femmes, de leur place dans la famille, dans le monde du travail, etc.

2. Ces images peuvent être d'une grande importance dans leurs réflexions concernant des objectifs de formation (les réponses aux questions 11 et 12 le suggèrent aussi).

3. Dès le secondaire elles sont en processus d'orientation et forcées qu'on le veuille ou non de faire des choix qui auront une grande portée sur leur vie adulte.

Nous en venons maintenant aux questions 11 et 12 qui ont elles aussi porté à faux chez un certain nombre de professionnels, auxquels les données préalables à nos énoncés n'étaient pas familières.

Quant au choix des réponses suggérées, quelques-uns le contestèrent sans toutefois y apporter d'alternative. Le taux de non-réponse fut encore assez élevé (21.8%) au sujet de la durée des études chez les filles.

Par ailleurs les réponses fournies révèlent que les professionnels interrogés attribuent l'écart entre la durée moyenne des études chez les garçons et chez les filles, à l'aspiration au mariage comme support économique ainsi qu'aux réticences de leurs parents, bien plus qu'à l'absence de capacités ou à la crainte de menacer l'harmonie du couple par trop d'instruction. Quant aux choix de spécialités que font les filles à l'intérieur des différents niveaux, ils tendent à reproduire la division traditionnelle des tâches entre les sexes surtout à cause du manque de modèles féminins dans certains domaines et des préjugés personnels des adolescentes.

Résonnance du problème chez les répondants

Les questions 13 à 17 indiquent un intérêt évident de la part des professionnels de l'information et de l'orientation, malgré les confusions et réticences exprimées aux questions précédentes.

Environ 8 sur 10 reconnaissent l'existence d'un problème dans l'orientation des filles en termes d'utilisation de nos ressources humaines ou en termes de développement des individus. De plus, 7 sur 10 croient qu'ils ont un rôle à jouer à cet égard en tant que professionnels, alors que 2 sur 10 hésitent à se situer.

Près de 9 sur 10 sentent l'utilité d'une animation auprès des étudiantes concernant la signification du travail dans le contexte social et économique qui touche aujourd'hui les femmes.

Jusqu'ici moins d'un cinquième des répondants ont eu connaissance d'initiatives se rapprochant plus ou moins de cet objectif, et si un instrument d'animation valable leur était proposé, 8 sur 10 seraient prêts à en faire l'expérience.

CONCLUSION

Nous n'estimons sûrement pas avoir fait le tour de la question. Nous avons surtout voulu rejoindre le plus grand nombre possible de personnes susceptibles de s'intéresser professionnellement à la situation d'inégalité qui s'observe dans la formation professionnelle des femmes, et amorcer une discussion quant à ses causes et aux solutions possibles.

Le CSF pour sa part, considère ce problème comme une des priorités à l'intérieur de la condition féminine au Québec. D'une part, parce que les inégalités dans l'accès à la formation illustrent la non-reconnaissance et le non-exercice des droits des femmes, mais surtout parce qu'elles contribuent directement à la dépendance et à l'impuissance dans lesquelles trop de femmes vivent leur situation féminine immédiate.

Rappelons qu'en la présente décennie, les femmes québécoises vivent en moyenne jusqu'à 75 ans et qu'elles élèvent 2 ou 3 enfants. Le mariage n'est plus une sécurité définitive. En 1974 on enregistrait un divorce pour quatre mariages, sans compter les séparations de fait. Trente-cinq pour cent des jugements de divorce décrétaient une pension alimentaire (1) et de ce nombre le quart étaient effectivement versées. (2)

Elles sont seules responsables d'une famille sur douze et se retrouvent souvent à ce titre au plus bas de l'échelle socio-économique: sous le seuil de pauvreté. Un cinquième des femmes ayant au moins un enfant d'âge pré-scolaire sont sur le marché du travail de même qu'un quart de celles qui ont au moins un enfant d'âge scolaire. Elles constituent environ 40% de la population active et 70% des travailleurs à salaire minimum. Leur revenu annuel moyen lorsqu'elles travaillent à temps plein représente à peine plus de la moitié de celui des travailleurs masculins.

Elles ont dans l'ensemble moins de scolarité que les hommes. Mais comme ce sont les plus instruites d'entre elles qui pénètrent le marché du travail, celles-ci enregistrent une scolarité moyenne légèrement supérieure à celle des travailleurs masculins, ce qui ne se réflète pas dans les niveaux d'emploi et de salaire qu'elles occupent (ici les secteurs de formation interviennent probablement par opposition à la durée des études).

---

(1) Ministère de la Justice, Québec

(2) Office de révision du code civil, 1975

Bref il ne s'agit pas que de principes mais de conditions de vie bien concrètes. Il est évident que les services d'information et d'orientation scolaire et professionnelle ne portent pas la responsabilité de tous ces phénomènes. Ils n'y sont pas non plus tout à fait étranger. Si comme le présent sondage le suggère, les professionnels concernés acceptent de participer à une recherche collective d'objectifs et de moyens reliés à cette problématique, leur apport sera précieux.

SUGGESTIONS

Si vous sentez le besoin d'agir ou de réagir voici quelques moyens que nous vous proposons.

1. Afin de poursuivre l'échange, nous vous invitons à discuter ce document dans votre milieu de travail et éventuellement à nous faire part des conclusions de ces rencontres de même qu'aux organismes intéressés (Corporation professionnelle des conseillers d'orientation, comités régionaux d'information scolaire et professionnelle, commissions scolaires, comités de parents, direction générale des réseaux du MEQ, etc...)

2. Afin de vérifier les hypothèses très confuses qui se dégagent des questions 11 et 12, et encore plus de la question 10, nous vous invitons à les poser directement aux étudiantes de votre région par un questionnaire, par des entrevues de groupe ou un autre moyen. De telles données seraient encore une fois d'un grand intérêt pour tous les milieux concernés.

3. Dès la prochaine année scolaire, nous pourrons mettre à votre disposition un programme d'animation s'adressant actuellement aux étudiantes de Secondaire III et IV, et qui sera possiblement adapté pour des groupes mixtes. Ce programme, d'une durée d'environ cinq périodes habituelles de cours, consiste en une série de mises en situation qui visent par le jeu, à sensibiliser les adolescentes à des situations diverses que rencontrent les femmes de nos jours (travail, mariage, maternité, revenus, etc.) et à leur faire découvrir la portée de leurs choix d'orientation actuels en termes de capacité d'adaptation à ces situations qui devrait amener une meilleure motivation vis-à-vis leur démarche d'orientation. Ce programme est actuellement à l'étape d'évaluation et de mise au point dans six régionales des environs de Québec. Nous prévoyons diffuser les résultats de cette expérience à la fin de l'année 77-78.

BIBLIOGRAPHIE

BINGHAM William, HOUSE Elaine, "Counsellors' attitudes toward women and work", Vocational Guidance Quarterly, vol. 22(1), 1973

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, "L'accès à l'éducation pour les femmes du Québec, 1976, publication gratuite.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, "Etude sur la condition économique de la femme québécoise", (à paraître)

FAHMY-POMERLEAU Pauline, "Aspirations prédominantes et aspirations professionnelles des adolescentes de Québec", L'Orientation professionnelle, vol. 8(4), Hiver 1972.

HARMON Lenore et al. ,"AMEG commission report on sex bias in interest measurement", Measurement and evaluation in Guidance, vol. 6(3), Octobre 1973.

NUMEROS THEMATIQUES

"Women and Counselors" Personnel and Guidance Journal, vol. 51(2) 1972.

"Counseling Women", Counseling Psychologist, vol 4(1), 1973.

"Women and ACES", Association for Counselor Education and Supervision, 1974.

"L'Orientation professionnelle, Eté 1978, (à paraître)

Achevé d'imprimer à
Québec en avril 1980, sur
les presses du Service des impressions en régie
du Bureau de l'Éditeur officiel
du Québec

Éditeur officiel
du Québec
**Service des
impressions
en régie**

Mai 1979